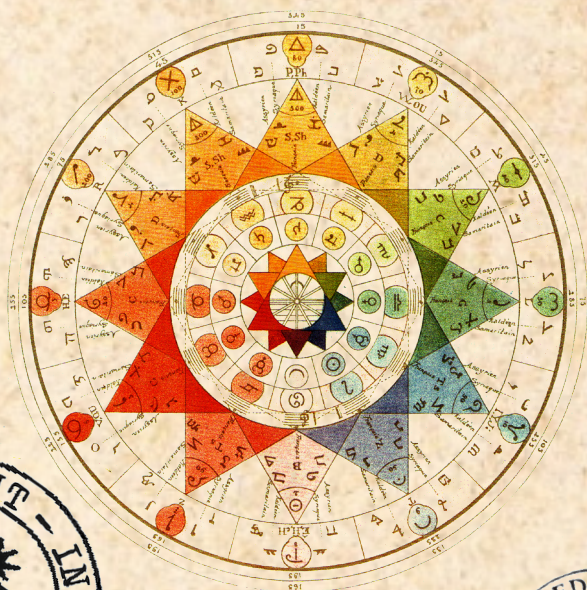
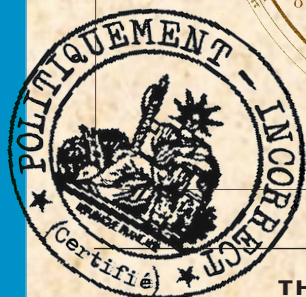


SAINT-YVES D'ALVEYDRE

LA FRANCE VRAIE

*Il faut souvent ramener une
nation à ses principes.*

MACHIAVEL.



THE SAVOISIEN & LENCULUS
2018

Droits de reproduction et de traduction réservés

SAINT-YVES D'ALVEYDRE

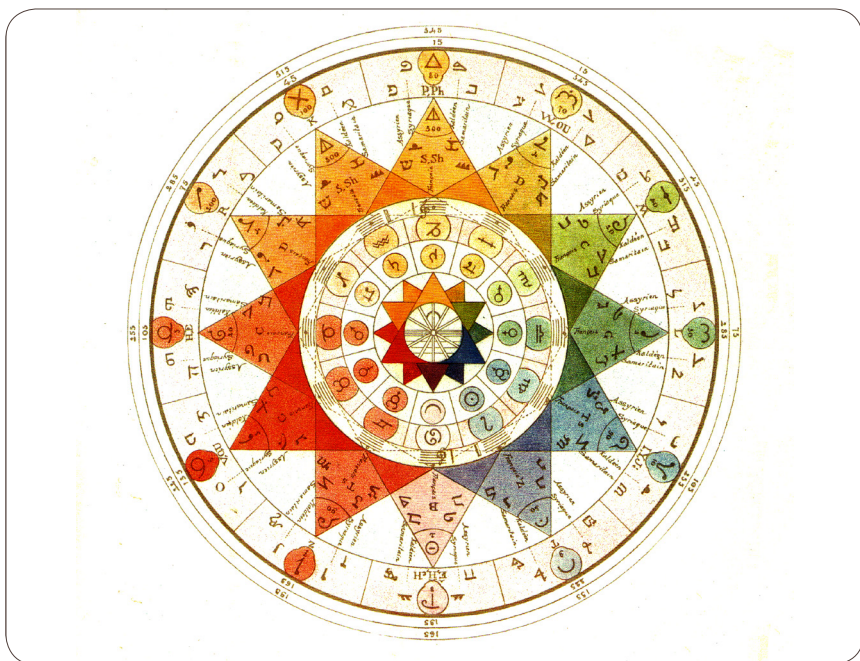
LA FRANCE VRAIE

(MISSION DES FRANÇAIS)

II

*Il faut souvent ramener une
nation à ses principes.*

MACHIAVEL.



THE SAVOISIEN & LENCULUS

2018

Droits de reproduction et de traduction réservés



Comtesse de Keller, née Marie-Victoire de Riznitch

Future marquise Alexandre Saint-Yves d'Alveydre (1827-1895)

(S.D.h.d. : Alex. Cabanel, 1873)

A MA FEMME

JE DÉDIE

“LA FRANCE VRAIE”

Comme mes *Missions*, ce livre est né en moi d'une double influence.

L'une remonte à mon premier ami, Frédéric-Auguste de Metz, membre de l'Institut ; l'autre est ma femme.

C'est grâce à la sainte paix de l'esprit, de l'âme et de la vie qu'elle m'a donnée, que j'ai pu résumer mes travaux et aimer assez l'Humanité pour oser les publier.

Si ces livres me survivent, s'ils font à ma patrie et à toutes les nations le bien que j'ai souhaité, que les noms de ma femme et de Frédéric-Auguste de Metz en soient seuls bénis.

Tout ce que mes livres peuvent renfermer de bon et de bien-faisant me vient d'eux, tout ce qu'ils contiennent d'imparfait vient de moi.

Saint-Yves d'Alveydre.

Droits de reproduction et de traduction réservés © 2018

Exegi monumentum ære perennius

Un Serviteur Inutile, parmi les autres

30 mai 2018

Don d'ÉPIPHANIUS (qu'il en soit remercié)

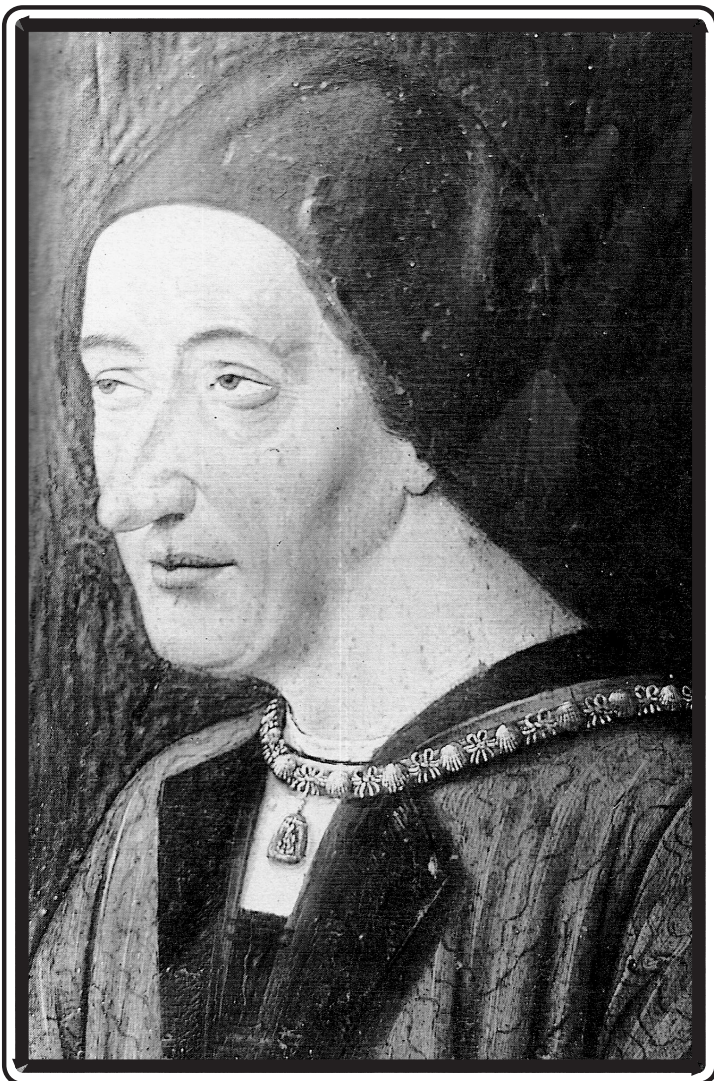
SCAN, ORC, Correction, Mise en page

LENCULUS †

Pour la Librairie Excommuniée Numérique des CUrieux de Lire les USuels

Toutes les recensions numériques de LENCULUS sont gratuite

PRO PATRIA



Portrait de Louis XI
Château Saint-Roch, Le Pin (Tarn-et-Garonne)
attribué à Colin d'Amiens.

CHAPITRE XIV

La foi des disciples et la foi du centurion dès le Calvaire, Jésus. Christ et Jules César. — L'ordre des Jésuites. — Sa fondation à Montmartre. — Calvin et Ignace au collège Montaigu. — Parallèle de leur direction politique et de ses résultats. — Encore Aristote et le Thomisme. — Comparaison de la Synagogue et de l'Église sacerdotale, de Judah et de Benjamin avec les Catholiques latins et les Orthodoxes grecs, d'Israël avec la Chrétienté. — Développements de la Compagnie de Jésus. — Tous les doctrinaires gouvernementaux sont jésuites. — Logique de la Compagnie de Jésus et de sa doctrine césarienne. — Le Césarisme est en travers du mouvement de la Chrétienté. — Montesquieu thomiste. — Bacon, Machiavel. Prise à partie d'Aristote la guerre et l'esclavage. — Encore les théologiens. — La Loi d'État païenne et la Synarchie. — La dictature romaine du Concile de Trente et la Synarchie ecclésiastique de France. — Les Jésuites et leur utilité de nivellement contre les seigneurs et contre les prélats féodaux. — La nation française est trop chrétienne pour être vraiment sectaire. — Ce que serait notre clergé dans une Synarchie démocratique. — Quel en serait le résultat pour la papauté. — La Synarchie se trouve deux fois dans l'Oraison dominicale.

Il y a plusieurs sortes de fidélités comme il y a plusieurs sortes de fidèles. Pour le moment, et en ce qui regarde le Christianisme, j'en distinguerai deux.

Tout le monde a présent à la pensée le grandiose et lugubre tableau de la Passion, les trois croix sur le Golgotha, et, entre les

deux larrons, l'Homme-Dieu ouvrant ses bras sanglants à l'Univers et penchant sous les nuées sa tête couronnée d'épines.

Au pied de la croix, à genoux, le front dans la poussière, sanglotent les disciples et les saintes femmes : voilà la fidélité absolue. Elle pleure le Christ douloureux ; trois jours après, sur cette terre même, dans la prière et dans l'extase, le Christ glorieux lui sourira.

A quelques pas de la croix, à cheval et la lance au poing, le centurion romain regarde le divin supplicié.

Sur son ordre, les légionnaires n'ont point brisé les membres du Christ comme ceux des deux larrons.

Ce soldat a, lui aussi, sa fidélité relative. Sur cette terre, il ne verra jamais le Christ glorieux, mais il regarde, admire et vénère à sa manière ce Christ douloureux.

Comme tous les officiers et sous-officiers romains en campagne dans l'Orient, le centurion est affilié aux petits mystères de Mithras. Il sait vaguement que le collège des Mages a envoyé saluer le berceau de Jésus. Et, si le redoutable et doux mystère du Dieu fait Homme lui demeure fermé, il incline néanmoins à proclamer Dieu dans son cœur, Celui que sa raison sait être le Juste par excellence.

Quelques jours après, si un disciple du Christ eût demandé à un autre à qui appartiennent sur cette Terre comme au Ciel le Règne, la Puissance et la Gloire mentionnés dans le texte hébreu de l'Oraison dominicale, il eût reçu à voix basse la réponse suivante Les trois Pouvoirs n'appartiennent plus qu'à Celui dont les deux noms commencent ainsi : J.C. ; et le disciple judéo-chrétien eût immédiatement répondu : Jésus-Christ, c'est-à-dire יהושע, IÊVÊ Sauveur, est l'Oint.

Si l'un des témoins profanes eût fait cette question au centurion, celui-ci eût répondu par les mêmes initiales, mais en y ajoutant deux mots différents : Jules César. Il eût complété sa pensée en étendant la main vers Rome et en disant : Il a son temple, il a ses prêtres, il était souverain pontife, il a été proclamé héros, puis

dieu, il jouit de l'apothéose divine, et c'est de lui que ses successeurs tiennent le Règne, la Puissance et la Gloire.

Ces deux genres de fidélités, ces deux compréhensions du Gouvernement général du Monde se sont d'abord mesurées pendant plusieurs siècles comme victimes et comme bourreaux. Il s'est fait ensuite un traité de paix entre les évêques et le Césarisme. C'est ce dernier qui en a dicté les conditions dans la personne de Constantin, alors souverain pontife païen, quoique chrétien à sa manière, comme le centurion.

Depuis, ces deux fidélités se sont tellement mêlées du haut en bas de l'Église sacerdotale, du haut en bas de la Société civile, qu'il est très difficile à la pensée de discerner ce qui vient de l'une et ce qui revient à l'autre. Et si l'on demandait aujourd'hui comme depuis dix-huit siècles à qui appartiennent le Règne, la Puissance et la Gloire, les mêmes initiales recevraient encore des réponses différentes.

Reléguant le Sauveur social et ses trois Pouvoirs dans une apothéose mystique, dans une spiritualité vague, les sacerdoces eux-mêmes n'acclameraient souvent son nom dans cet ordre d'idées que pour proclamer celui de Jules César et d'Aristote dans l'ordre rationnel des faits.

Or, on ne peut point le leur reprocher aussi longtemps que la science n'aura que la seule Loi des païens pour définir le gouvernement tant général que particulier des Sociétés.

Ce préambule m'amène à consacrer quelques pages à la Compagnie de Jésus, où la double fidélité des disciples et des centurions se trouve mêlée comme partout ailleurs.

Bien que fondé par des Espagnols l'Ordre des Jésuites est né à Paris ; et il tient une trop grande place dans l'Histoire organique de la France pour que je le passe sous silence. En 1534, le jour de l'Assomption, sept étudiants gravissaient la butte Montmartre pour aller se vouer à une mission. Leur chef, Ignace de Loyola, était un homme de quarante-trois ans ; il venait d'être reçu, la même année, maître ès arts à l'Université de Paris. Les autres

étaient Pierre Fabre, François Xavier, Lainez, Salmeron, Bobadilla et Rodriguez. Ils entrèrent dans un couvent de religieuses, gagnèrent la chapelle, s'agenouillèrent devant l'autel de la Vierge et prononcèrent trois vœux : Se contenter du nécessaire, convertir les infidèles, aller en pèlerinage à Jérusalem, et en cas d'impossibilité, se mettre au service de la papauté.

Quatre cent seize ans avant, c'étaient sept Français qui, presque de la même manière et dans le même but, s'étaient liés par des vœux sous l'initiative de Hugues des Païens. Les premiers en date avaient fondé l'Ordre des Templiers, les seconds venaient de créer celui des Jésuites.

Jamais dévouement plus sincère ne se donna en holocauste à la direction de l'Église Latine, et il n'en épousera la politique que parce que, comme les papes eux-mêmes, il la croira identique à la Tradition de Jésus-Christ, des Prophètes et de Moïse. Émettre un doute sur cette pureté d'intentions, c'est ne pas connaître les mobiles des actions objectives ; ne pas respecter ce dévouement, c'est être incapable de le ressentir pour quelque personne ou pour quelque cause que ce soit. Honneur aux esprits, gloire aux âmes dignes d'élever ainsi au-dessus de leur siècle, leur pensée dans un saint amour, leur amour dans une sainte pensée, qu'ils s'appellent Hugues des Païens ou Ignace de Loyola !

Telle fut la pure origine de la Compagnie de Jésus, telle est celle de tous les Ordres religieux, et telle sera aussi leur finalité commune dans le renouveau intellectuel de la Judéo-Chrétienté.

C'est avec une absolue sincérité que je viens de rendre hommage au sentiment chrétien qui inspira toutes ces créations en général et la Compagnie de Jésus en particulier. Ceci dit, et en vertu de ce même sentiment, je vais avec une égale loyauté me séparer intellectuellement des doctrines scholastiques du collège Montaigu, d'où venait de sortir Ignace de Loyola, et avant lui, Calvin. Nourris tous deux des mêmes enseignements, ils allaient mettre le même sentiment chrétien, la même force morale au service de deux causes, le pouvoir et la liberté, en apparence

antagoniques et telles en effet, si on se place sur le seul terrain politique. Tous deux, suivant la tradition gréco-latine des païens, allaient croire de bonne foi qu'ils observaient celle de Moïse, des Prophètes et de Jésus-Christ, en opposant le Césarisme à la République, la réaction à la révolution et vice versa, et en demandant à la politique des solutions efficaces que la science sociale aurait seule pu leur donner.

Par un enchaînement de lois dont la connaissance leur échappait, les résultats de leurs actions allaient pourtant aboutir à l'opposé de ce qu'ils se proposaient. En effet, en cherchant politiquement la liberté, Calvin allait être entraîné au pouvoir et à tous ses excès.

En cherchant politiquement une recrudescence du pouvoir des papes, Ignace de Loyola n'allait atteindre que la liberté, mais seulement pour l'Ordre qu'il venait de fonder et pour les mouvements anti-romains qu'il voulait refréner.

En poussant au nom de la liberté les gouvernés de son Église locale à la révolution, Calvin allait les accabler sous une tyrannie républicaine, comme Luther sous leurs gouvernements immédiats. En accablant au nom du pouvoir romain l'Église latine sous une réaction césarienne, Loyola et sa compagnie n'allaient mettre l'Europe à feu et à sang que pour l'exciter à s'affranchir du Gouvernement général des papes et du saint-empire romain. De plus cette réaction politique, en détruisant sans le vouloir le pouvoir de Rome sur les gouvernements et son autorité sur les Nations, allait sans le savoir affaiblir ou détruire par la suite tous ses instruments secondaires : Monarchies, Épiscopat, Noblesse, États et Sociétés nationales d'Espagne, d'Italie, de France, d'Autriche et de Pologne, au seul profit des Communions, des États et des peuples grecs, anglicans, luthériens et calvinistes.

En Europe, la cause première de la révolution des souverains codifiée en 1648, et qui prendra la place du double Césarisme du pape et de l'empereur, sera la réaction de la Compagnie de Jésus. En France, la cause première de la Révolution de 1789 et de celle

de 1793 sera encore cette même réaction s'accomplissant par nos rois, par notre clergé, par notre noblesse et à leurs dépens, contre la tradition sociale de la nation.

Ces conséquences sont assez caractéristiques pour que nous remontions à l'origine qui les spécifie. Celle-ci, en ce qui regarde Loyola, doit être cherchée dans les enseignements du Collège Montaigu.

La Scholastique et le Thomisme y régnaient exclusivement comme partout. Par eux le naturalisme exotérique et politicien d'Aristote gouvernait seul la raison enseignante et enseignée. Dès lors, celle-ci était en contradiction absolue avec le sentiment juéo-chrétien. Ce dernier demeurant mystique, passionnait l'âme sans envahir l'intelligence et sans l'informer sur les lois sociales notamment.

Je n'ajouterai que peu de mots à ce que j'ai déjà dit de saint Thomas d'Aquin. Dans la Catholicité latine et particulièrement dans l'Église et dans l'Université de France, il fut à l'intellect chrétien du Moyen âge ce qu'Esdras avait été à celui des Juifs pendant la captivité de Babylone. Depuis lui, les directions des Églises d'Occident et d'Orient eurent plus que jamais une conception du Gouvernement général de l'Humanité comparable à celle des deux tribus de Juda et de Benjamin après la destruction des dix tribus d'Israël. Plus que jamais à la notion positive du Règne de Dieu se substitua celle du Césarisme universel.

Ces harmonies de la grande Synagogue et de l'Église sacerdotale, ces similitudes entre les premiers massorètes, puis les talmudistes et nos théologiens, ne s'arrêtent pas là. La réserve de réforme et d'action du Judaïsme et d'Israël avait été dans le passé la Synarchie moisiaque jusqu'aux rois. C'était au nom de cette réserve que Jésus, comme Christ médiateur et Fils de Dieu résumant en lui tout le Collège des Prophètes, était venu relever la Loi sociale de Moïse afin que le Règne s'accomplît. Dans l'avenir, la réserve de réforme et d'action de la Judéo-Chrétienté est dans l'accomplissement de la Promesse dominicale par la

même Loi sociale, scientifiquement vraie, non seulement pour les Judéo-Chrétiens, mais pour toute l'Humanité. Ces notions ressortent de la Bible comme de l'Histoire. Elles complètent le Talmud et la Théologie scholastique, elles en font rentrer l'intellect dans la tradition abramide et judéo-chrétienne, en ce qui garde le principe, la loi et le but des Sociétés.

Mais les enseignements du collège Montaigu étaient loin de ces données complémentaires. Aussi, Judéo-Chrétiens par le sentiment, Ignace et la Compagnie de Jésus le furent beaucoup moins en intelligence sociale que Hugues des Païens et les Templiers, qui dotèrent, selon toute probabilité, les gouvernés français de la Loi médiatrice qu'affirme l'existence des États généraux. Si, comme je le crois, l'Ordre du Temple légua cet immense bienfait à notre Patrie, la Compagnie de Jésus, faute de la même Loi, poussa sans le savoir à l'anarchie d'en haut et d'en bas tout l'ensemble des Nations celto-latines.

Elle ne fit nullement ce mal comme Ordre religieux étudiant, enseignant ni missionnaire ; au contraire, sous ce quadruple rapport, il n'y a que des éloges à lui décerner.

Mais comme garde impériale des papes employant ces moyens à une fin politique, poussant au césarisme notre gouvernement, à cette anarchie d'en haut nos souverains, nos évêques, notre noblesse, et, par suite, à l'anarchie d'en bas toute la Nation, au dualisme politique les gouvernés et les gouvernants, la Compagnie de Jésus jeta la France hors de sa Tradition et de sa voie.

Deux choses jusqu'à présent l'ont autorisée à cette méconnaissance et à ce dangereux absolutisme : la politique du Thomisme ou la Loi d'Aristote et la logique anti-sociale que les gouvernants peuvent légalement en tirer. Par cela même qu'elle était plus sérieuse dans ses études, plus absolue dans sa discipline, plus dévouée dans son sentiment, plus ardente à poursuivre ses fins et moins scrupuleuse sur le choix des moyens, la Compagnie de Jésus devait pousser à l'extrême cette loi des gou-

vernants au préjudice de ces derniers, que ce fussent les papes ou les Bourbons, la Curie romaine ou la Cour de France. A partir de son humble berceau, les développements de l'Ordre furent des pas de géant. Ils montrèrent ce que peut une organisation centralisatrice toujours réfléchie, toujours disciplinée dans des milieux humains, États et Nations, moins cohésivement savants et conscients, moins solidaires dans leurs institutions, dans leurs intérêts et dans leurs pouvoirs respectifs.

Ce qui précède fait l'éloge de la Compagnie de Jésus et prouve qu'elle mit beaucoup de vertus au service d'une cause césarienne qui, exclusivement gouvernementale, était par cela même vicieuse, mais qu'elle croyait en sociologie la seule digne de son étude et de son ambition. La responsabilité de cette erreur causée par trop de logique dans une seule vérité, ne retombe pas sur Loyola, mais sur l'intellectualité scholastique qui n'avait pas varié du treizième au seizième siècle. De plus, quoi qu'il y paraisse, la même conception exclusivement gouvernementale n'a pas été complétée de Loyola jusqu'à nos jours. Aussi, sous ce rapport, personne n'a à jeter la pierre à la Compagnie de Jésus, car tout le monde est jésuite sur ce point.

Sous l'oriflamme de toutes, les sectes, sous le drapeau de tous les partis, sous la bannière de toutes les classes, catholiques, protestants, juifs, universitaires et francs-maçons, théologiens, doctrinaires, politiciens, économistes, partisans du socialisme d'État, anarchistes, dès qu'il s'agit de gouverner le prochain, tous *jésuitisent* à leur façon, comme la Pythie *philippisait*. Et tous, pris en masse ou par catégories, ne sont pas plus responsables en cela que la Compagnie de Jésus, plus logique dans son union que les autres dans leurs divisions, puisque tous veulent le même but.

Ce but unique, c'est la domination politique, *ad majorera Dei gloriam*, disent les Jésuites ; et tous les autres politiciens disent également pour la plus grande gloire de quelqu'un ou de quelque chose. Mais dans cette voie gouvernementale, la seule chose glorifiée ou qui puisse l'être, c'est la Loi politique des gouvernants, loi païenne, non sociale, du moment qu'elle règne seule sous quelque

forme que ce soit. Alors, c'est Ninive ou Babel, Sidon ou Tyr, c'est Suze ou Pella, c'est Athènes ou Rome, Alexandrie ou Byzance ; c'est tout ce qu'on veut, et c'est toujours cette même chose contre le règne exclusif de laquelle la Tradition moïsaïque et chrétienne a revendiqué la Loi de médiation, la Synarchie. Or, la revendication qu'elle a faite dans le monde des principes, quant au type du Gouvernement général de l'Humanité, s'accomplit et se confirme aujourd'hui au dedans de chaque nation dans l'ordre des faits économiques. Ces faits et leurs lois intrinsèques réclament partout pour se produire et pour se reproduire, science, art, concorde, toutes choses conformes au type de Gouvernement harmonique promis à l'Humanité tout entière par Celui que l'Évangile nomme le Prince de la Paix. Il en résulte que le césarisme universel est désormais en travers, non seulement du principe religieux et social, mais aussi de l'Économie propre à notre civilisation.

Aucune révolution politique ne peut modifier un tel état de choses ; et toute révolution sociale, loin de l'améliorer, ne peut qu'empirer cette situation. En effet, toute révolution qui substituera politiquement des gouvernés à des gouvernants ne sortira pas de la loi d'Aristote et de ses oppositions à elle-même. C'est pourquoi tout en conservant cette loi, il en faut encore une autre pour l'améliorer, pour abroger le naturalisme militaire de nos grands États entre eux, ainsi que le dualisme politique des gouvernés et des gouvernants dans chaque État.

Confondant la scholastique avec la Tradition judéo-chrétienne, Montesquieu a oublié de relire l'Oraison dominicale dans le texte hébreu de saint Matthieu. Il y aurait vu ce que j'ai cité plus haut :

« Car à Toi appartiennent le Règne, la Puissance et la Gloire à jamais. »

Toute la Loi synarchique tient dans ces mots mystérieux.

N'ayant pas pu distinguer ainsi la fidélité du centurion de celle des disciples, cet homme illustre n'a pas même soupçonné les profondeurs cachées du mouvement social qui, parti du Sinaï,

nous vient du Calvaire. Croyant la doctrine judéo-chrétienne limitée à une morale individuelle, inapplicable, faute d'une Loi, aux États et aux Sociétés, il a cherché une issue à la liberté en remontant directement à Aristote et à tous les systèmes gouvernementaux que règle sa Loi. Du même coup, il s'est mis dans l'impasse théologico-païenne, et n'a pu avoir ainsi qu'une vue exclusivement politique du gouvernement, soit général soit particulier des peuples. C'est de cette manière que Montesquieu, tout en voulant ne plus l'être, a été encore plus thomiste que saint Thomas d'Aquin lui-même. Avant lui, le chancelier Bacon et Machiavel s'étaient fourvoyés dans les mêmes errements. C'est pourquoi la triple école de ces grands hommes a outré sans le vouloir les données gouvernementales imposées depuis Constantin à l'Église, tout en croyant s'en affranchir.

Il n'y avait pourtant qu'à ouvrir, comme je l'ai fait, non seulement le texte hébreu des deux Testaments, mais leur traduction, pour y trouver la notion positive d'un gouvernement social, armé de trois Pouvoirs médiateurs et d'une Loi étrangère aux peuples ioniens ou païens.

Alors, en faisant l'examen comparatif des livres saints et de ceux d'Aristote, ces trois penseurs eussent pu franchir l'impasse politique de ce dernier. Enfin une observation attentive des cadres et du fonctionnement des États généraux les eût conduits à la Synarchie par le parallélisme des deux Lois, dont j'ai donné le tableau en tête du *Pro patria*.

Faute de cette comparaison, Montesquieu a logiquement pu prédire la fin du Christianisme, là où il ne s'agissait que du mysticisme amalgamé à la scholastique, la fin de la Chrétienté, là où n'était en jeu que la conception gouvernementale du précepteur d'Alexandre, conception insuffisante dans chacun de nos pays, comme dans le Gouvernement général de tous. Cette notion politique est en effet inefficace à abroger les révolutions et les guerres, puisqu'elle n'a pour base ni Droit social, ni Pouvoirs sociaux, ni Loi sociale, mais le fait anarchique dont elle sort, et qui

se résume en deux mots : Droit de conquête, légitimité et légalité de l'esclavage, soit militaire, soit domestique. Telle est la base sur laquelle s'élève la conception politique du philosophe de Stagire et dans laquelle les gouvernés sont comme s'ils n'étaient point. Je pourrais donner mille preuves de ce que je viens de dire, mais je me contenterai de quelques citations qui ne laisseront aucun doute dans l'esprit du lecteur.

Non seulement le Stagirique légitime le droit de conquête comme toute l'école naturaliste issue de la révolution ionienne, mais il érige la guerre en fait normal, non de défense ni de conservation, mais d'attaque pour l'acquisition économique. Il y a loin de là à l'intellectualité dorienne, à l'antique science religieuse et sociale dont j'ai donné tant d'exemples dans la *Mission des Juifs*.

Voici ce que dit Aristote (*Politique*, liv. I, chapitre IV, intitulé *De l'Acquisition des biens nécessaires à la vie, et des vraies richesses*) :

« L'art de la guerre est un moyen d'acquisition naturel. Il semble que la nature imprime le sceau de la justice à de pareilles hostilités. Voilà l'espèce d'acquisition conforme à la Nature, qui fait partie de l'Économie domestique. C'est par elle que le sage administrateur doit avoir d'avance sous la main, ou bien être en état d'acquérir les moyens d'abondance nécessaires. C'est là ce qu'on doit appeler la vraie richesse. »

Il n'est point besoin d'être grand clerc pour voir que, dans la vie privée, ce qui précède ne représente qu'une morale, celle de Papavoine, de Troppmann et de Marchandon.

Voici maintenant pour l'esclavage :

« N'est-il point démontré que la Nature elle-même a créé l'esclavage ? La Nature conséquente à elle-même a créé des corps différents à l'homme libre et à l'esclave. Elle donne à l'esclave des membres robustes pour les travaux grossiers ; elle donne à l'homme libre un corps droit, sans destination pour les ouvrages serviles. »

Cette doctrine de l'esclavage se trouve dans le chapitre III du livre cité plus haut, et après beaucoup de syllogismes, elle aboutit au jugement suivant :

« Concluons de ces prémisses que la Nature crée des hommes pour la liberté et d'autres pour l'esclavage, qu'il est utile et qu'il est juste que l'esclave obéisse. »

On ne s'étonnera plus, je l'espère, après la lecture de ces citations, que je donne le titre de Loi païenne à la conception gouvernementale d'Aristote. Parti du naturalisme put, dans sa doctrine exotérique tout au moins, il tournait forcément le dos aux lois intrinsèques à l'ordre humain et à sa constitution sociale. C'est ce qui lui a permis de dire dans le chapitre II du même livre :

« L'État est dans la Nature ».

Ce n'est pas vrai : l'État est au-dessus de la Nature, la Société aussi ; ils sont dans l'Humanité et, par elle, dans la Divinité.

Je comprends parfaitement Aristote qui, sectateur du principe ionien ou physique, en tire toutes ces conséquences logiques. Par contre, je ne comprends nullement que les théologiens qui n'existent qu'en vertu du principe dorien ou intellectuel, abdiquent en matière de gouvernement la doctrine moïsiaque ou chrétienne qu'ils devraient avoir. Or, depuis Constantin, ils la remplacent par celle du précepteur d'Alexandre dans leurs conceptions soit du Gouvernement général de l'Humanité, soit du gouvernement particulier des Sociétés. Aussi, c'est à eux qu'incombe, depuis le treizième siècle notamment, la responsabilité des voies exclusivement politiques et naturalistes prises par les gouvernants européens et consécutivement français. Par suite, ils sont encore responsables de la réaction constitutionnelle et républicaine faite dans les mêmes voies, par les lettrés et par les politiciens laïques, depuis Montesquieu jusqu'à nos jours. Cette responsabilité n'est au fond qu'une ignorance et qu'une inconscience ; aussi n'impose-t-elle pas une pénitence, mais la consolation promise aux fidèles de Moïse et de Jésus-Christ.

Ce ne peut être pour les théologiens comme pour tous qu'une joie intellectuelle et morale d'apprendre ce qui précède et ce qui suit.

Tous les maux du Judéo-Christianisme et de son fait qui est la civilisation judéo-chrétienne viennent de ce que ce fait n'est encore régi que par la synthèse naturaliste et gouvernementale des païens, qu'elle ait été appliquée à n'importe quel gouvernement, celui de l'Église, celui de l'Empire laïque ou de tout autre État monarchique ou républicain.

Restait à savoir si une autre synthèse pouvait résulter des deux Testaments judéo-chrétiens : c'est ce que j'espère avoir invinciblement prouvé dans mes *Missions*.

Restait encore à démontrer l'application de la Loi synarchique à une Société judéo-chrétienne. La *France vraie* fera, je l'espère, cette démonstration d'une manière concluante.

Or, afin qu'on ne me prête point des désirs de réalisation immédiate qui ne sont pas plus dans ma pensée que les mouvements brusques ne sont dans le cours des faits naturels, j'ai eu soin de mettre en parallèle la Loi politique des Gentils et la Loi sociale des Judéo-Chrétiens, non pour qu'elles s'opposent l'une à l'autre, mais pour qu'elles s'assistent mutuellement.

Il résulte des considérations précédentes que les vertus individuelles des Jésuites comme de tous les Judéo-Chrétiens ont à servir une cause plus conforme à leur foi que les errements et que l'empirisme politiques des Gentils. Nous pouvons donc sans crainte examiner leur direction politique passée, certain qu'ils peuvent, comme toutes les collectivités organisées, travailler dans l'avenir à la réalisation d'une loi non moins positive, mais plus en harmonie avec le principe comme avec les faits actuels de la Chrétienté.

Tout le monde sait que la Compagnie de Jésus prit ce nom en 1539. Ignace remit au cardinal Contarini des statuts extrêmement généraux, dans lesquels rentraient le service de la papauté, la prédication, la confession, l'instruction de la jeunesse,

la propagation de la foi, en un mot toutes les prérogatives sacerdotales. Le 27 septembre 1540, l'Ordre fut approuvé par le pape, et il eut, en 1541, Ignace de Loyola pour premier général. En 1545, la Compagnie reçut la faculté d'exercer les fonctions du ministère sacré en tous lieux, dans toutes les églises, et de donner l'absolution dans tous les cas réservés au Saint-Siège. Elle pouvait ainsi traverser tous les Épiscopats nationaux du monde, et, comme une garde prétorienne, elle était préposée à toutes les divisions sacerdotales de la Catholicité.

Le 14 mars 1543, ils avaient obtenu une prérogative encore plus importante, celle d'augmenter leur nombre à leur guise et de changer ou de compléter leurs statuts, sans avoir besoin de l'autorisation préalable du pape.

Ce fut avec ces pleins pouvoirs impériaux que la direction de la Compagnie de Jésus prépara et mena la réaction politique européenne. De 1545 à 1662, le Concile de Trente, ou plutôt l'assemblée des Légats italiens désignée sous ce nom, fut dirigée par les Jésuites Lainez, Salmeron, Le Jay. Ce Concile a deux aspects : l'un regarde les Protestants, l'autre les Catholiques. Vis-à-vis de tous, pendant les seize premières séances surtout, celles où l'Église de France n'était point représentée, il fut politiquement réactionnaire, dictatorial, exclusivement romain et hispano-italien : je ne parle point ici de la réforme disciplinaire du haut clergé féodal à laquelle il n'y a que des éloges à décerner.

Ce fut l'antinomie du Concile de Constance, social, républicain et général en ce qui regarde la représentation des évêchés nationaux. Par Gerson, chancelier de l'Église et de l'Université, le Concile de Constance avait été rempli du grand souffle catholique de la France. Au contraire, par Lainez, le Concile de Trente ne fut au précédent que ce que les assemblées de notables convoquées et choisies par nos rois étaient à nos États généraux librement élus par les pouvoirs sociaux de la Nation.

Excommuniés dès l'abord, sans être entendus comme le demandait Charles-Quint et comme la France le désirait, les pro-

testants perdirent peu de chose à une séparation qui leur donnait ce qu'ils voulaient. Leur vœu purement politique à l'égard de la politique du Saint-Siège n'était au fond que de mettre au-dessus de toute contestation l'indépendance nationale en Suisse, en Allemagne, en Danemark, en Suède et en Angleterre.

Il n'en fut pas de même des Églises et des Épisopats nationaux demeurés fidèles à la constitution romaine du Catholicisme. En France, le clergé sentait la nécessité d'une réforme disciplinaire avant que Rome l'eût commandée ; mais il la voulait conforme aux vœux manifestés par les Pouvoirs sociaux de la Nation.

Depuis la Pragmatique-sanction de saint Louis jusqu'à celle de Bourges ou de Charles VII, les rois les plus fidèles à la Tradition de l'Église et de la Nation françaises avaient toujours résisté aux empiétements de la Cour de Rome. Sous ce rapport, la tradition demeurerait telle que nous l'avons vue dans nos origines souveraines, à Notre-Dame, en 1302. Vingt-huit ans avant la Pragmatique de Bourges, la question de la forme gouvernementale de l'Église romaine avait été posée à nouveau, au nom du Catholicisme français par Gerson, l'âme du Concile de Constance. J'ai montré dans la *Mission des Souverains* tout ce qu'il y avait en jeu dans ces questions. Si Gerson, au lieu de placer le débat entre la prédominance politique de l'Épiscopat universel sur la suprématie également politique du pape, eût laissé de côté ce dualisme de la République et de l'Empire dans la hiérarchie sacerdotale, pour ne s'occuper que des conditions d'harmonie entre les gouvernés et les gouvernants de l'universelle Église, il eût eu gain de cause à jamais. Ne l'ayant point fait, la question du gouvernement de l'Église ne releva plus que de la seule Loi des Gentils, dont le Césarisme est la synthèse empirique et arbitraire, mais inévitable comme règlement des questions d'anarchie par elles-mêmes et sans Pouvoirs sociaux, médiateurs.

Le Césarisme est un fléau de Dieu comparable à la meule qui brise et égalise par la force les éléments qui ne savent point se légiférer eux-mêmes par la concorde.

Par la disposition des plus hauts offices et des plus hauts honneurs sacerdotaux, Rome attirait forcément à elle toute la prélature des Nations. Rien Weil n'était plus conforme à la science sociale, si tous les primats de ces dernières représentant par l'examen intellectuel et moral le point culminant des enseignements nationaux, eussent formé de droit le Collège des cardinaux, et si, parmi eux, la succession au Souverain Pontificat eût été également réglée par l'examen. Il n'en était point ainsi, et ce n'est que le vingtième siècle qui verra cette observance de la Loi sociale judéo-chrétienne.

Néanmoins ce qu'on appelait au seizième siècle la réforme de l'Église catholique en France restait tel que Gerson l'avait défini près de deux siècles avant : une réaction républicaine des Églises nationales contre le césarisme romain des papes. L'acharnement de tous les corps constitués de la Nation à défendre la Pragmatique de Bourges, l'acharnement des papes à l'attaquer n'avait pas d'autre signification. Cet acte donnait aux Conciles généraux et provinciaux une autorité considérable, il réglait dans un sens très national les questions relatives aux collations de bénéfices, aux élections canoniques, aux appellations, aux expectatives, aux annates, etc., etc. (Bourges, 7 juillet 1438. *Ord.*, t. XIII, p. 267.)

Quels que fussent les inconvénients de la Pragmatique, elle avait du moins l'avantage de respecter dans notre Église nationale le droit social des gouvernés sacerdotaux et jusqu'à un certain point laïques.

Pie II avait réussi à obtenir de Louis XI que ce Concordat fût sacrifié : Raynaldi, *Annal. eccles.*, 1461, § 118 ; *Ord.*, t. xv, p. 193.

Contre cette révocation, le Parlement s'était dressé tout entier en refusant d'enregistrer l'édit d'abolition ; et malgré l'envoi du Cardinal d'Arras par Paul II, la magistrature française avait ajouté à son refus des remontrances très circonstanciées. Sixte IV avait continué la lutte ; mais Louis XI, dont le Parlement avait enfin réveillé le sens national, avait répondu par une assemblée de plus de trois cents évêques et dignitaires sacerdotaux français réunis à Orléans du 15 septembre au 19 octobre 1478.

C'est sous cette influence générale que les États de Tours réclamèrent le rétablissement de la Pragmatique.

Le clergé non mitré était unanime pour l'affirmative. Le Clergé mitré, rattaché par ambition à la Cour de Rome, se partageait, mais était en majorité pour la négative. Il déclara qu'il ne se soumettrait à aucune résolution des États à ce sujet : Masselin p. 393. Le débat analysé par M. Georges Picot, t. I, p. p. 428-432, est on ne peut plus intéressant pour les législateurs de la Synarchie future. Comme toujours, le bon sens de la Nation uni à son patriotisme touche un point juste en disant que les évêques nommés comme députés du premier Ordre national n'avaient à examiner la question qu'en ce qui regarde le temporel *quaternus temporalitatem respicit* : Masselin, p. 406. Plus juste encore dit été une distinction et une définition nettes de la Loi politique des gouvernants et de la Loi sociale des gouvernés dans l'Église complète comme dans l'État complet. Tout autorisait cette distinction : la foi, la loi, les mœurs ; et sure cette base il était facile de s'entendre avec le Souverain Pontificat, qui eût senti aisément que ce qu'il pouvait perdre en pouvoir arbitraire lui serait rendu au centuple en autorité arbitrale. Mais les temps n'en étaient point là, car les éléments féodaux du sacerdoce méritaient plutôt de subir le châ-timent du césarisme que de jouir d'un état de choses conforme à la Loi sociale judéo-chrétienne.

La verge dont la papauté allait frapper les vices des prélats féodaux était la Compagnie de Jésus. Aux États généraux d'Orléans, cette garde prétorienne des papes était fondée depuis vingt-six ans. Ignace de Loyola était mort depuis quatre ans. Un homme d'un génie égal au sien, Lainez, était à la tête de l'Ordre. Appuyée sur les fanatiques et sur les politiciens de la Ligue non moins que sur l'empire austro-espagnol, la Compagnie menait en France et en Europe l'agitation césarienne dont j'ai fait l'histoire dans la *Mission des Souverains*.

J'ai été heureux de montrer plus haut l'intelligence sociale de quelques membres de l'Épiscopat et du premier Ordre

synarchique, tels que Jean de Montluc, évêque de Valence, et Charles de Marillac, archevêque de Vienne.

Coligny lui-même se rencontrait avec eux sur ce terrain médiateur, le 24 août 1560, à l'Assemblée de Fontainebleau. A rapprocher aussi de ce bon esprit à la fois français, catholique et chrétien, sont les paroles du chancelier du roi, Michel de l'Hospital, dans son discours d'ouverture aux États d'Orléans :

« A tous ces mots diaboliques, factions, séditions, luthériens, huguenots, papistes, substituons le beau nom de *Chrétiens*. En attendant cette précieuse union, que les prélats résident dans leurs diocèses, que le Clergé multiplie les œuvres de charité pour ramener par la douceur et non par la rigueur. »

Malheureusement, la masse du Clergé fanatisée par les prédicateurs de la Ligue faisait appel au bras séculier contre l'hérésie. La Noblesse et le Tiers, mieux inspirés, attribuaient cette dernière à l'ignorance et à la paresse des prêtres, au mauvais choix des ecclésiastiques, au relâchement de la discipline, à l'inégale répartition des revenus : Georges Picot, t. II, p. 80. Plus avisé quand il s'agissait de sa propre réforme qu'en politique et qu'en sociologie, le Clergé demandait encore la Pragmatique et le droit d'élection canonique : C. 33 à 36. La Noblesse réclamait que les trois Ordres provinciaux concourussent à la présentation des évêques : N. p. 128, art. 16.

Le Tiers voulait que le Clergé choisit à tous les degrés ses supérieurs avec adjonction des notables laïques de la localité : T. 10, 11. Le second et le troisième Ordre de la Nation formulèrent en outre le vœu que les grades ecclésiastiques eussent pour condition préalable l'examen et le concours : N. p. 131 ; T. 13, 26. En ce qui concerne les fonds de la Nation, le Tiers réclamait l'interdiction à tous banquiers d'envoyer de l'argent au pape, il sollicitait la suspension absolue du payement des annales : T. 41, 42, 43.

Ces mesures qui paraîtraient aujourd'hui même radicales étaient encore dépassées en ce qui regarde la gratuité

des sacrements sur laquelle les trois Ordres étaient d'accord : C. 43 ; N. p. 75 ; T. 29. Même radicalisme au sujet de l'Instruction publique, primaire. Le Tiers la veut gratuite : T. 39, 54, 61 ; la Noblesse la veut obligatoire : N. art. 12, p. 195.

Il n'est aucune mesure de progrès aujourd'hui réalisée, il n'en est aucune que l'on puisse désirer pour l'avenir, et qu'on ne trouve formulée dans ce merveilleux Testament de la Synarchie française. Quant à la tolérance, si l'on voit le Clergé fanatisé du dehors demander qu'on impose une formule de foi pour l'élection des magistrats (C. 20), on voit au contraire la Noblesse réclamer qu'on use de la parole de Dieu vis-à-vis des hérétiques et qu'on imite le bon Pasteur de l'Évangile : N. p. 77 et 135. Le Tiers va plus loin dans son absence totale de sectarisme, et il implore une amnistie générale en faveur de ceux qui étaient condamnés ou poursuivis pour le fait de la religion T. 64. C'est grâce à cette demande qu'eut lieu l'amnistie du 28 janvier.

Tel était l'esprit public de la France vraie à cette époque ; et grâce à lui tout le Clergé de notre Nation fût demeuré l'âme de l'universelle Église. Sans révolution, il l'eût amenée à la Synarchie, et eût donné ainsi à la Papauté la seule résistance et le seul point d'appui dignes des gouvernants et des gouvernés de l'État social de Moïse et de Jésus-Christ. Associé à l'Université dans notre premier Pouvoir social, contre-balancé dans ses tendances absolutistes par les deux autres Pouvoirs de la Nation, le Clergé de France en suivant les progrès généraux de cette dernière l'eût empêchée de se jeter dans l'anarchie intellectuelle, et il eût pris peu à peu lui-même une science et une conscience de plus en plus lumineuses non des principes, mais des conséquences du Judéo-Christianisme.

Je comprends les Jésuites qui, inconscients dans leur méconnaissance classique de l'organisme des sociétés, croyaient bien faire en voulant les asservir toutes, par leurs prêtres, à la discipline du césarisme romain, et par leurs rois à l'*Hérodisme* gouvernemental. Mais je ne comprends ni ces rois de France, ni leurs conseillers français s'acharnant à leurs propres dépens à af-

faiblir et ,à détruire les bases sociales les plus puissantes, les plus régulièrement progressistes et stables qu'un État politique ait jamais eues, depuis l'Égypte de Ménès, la Chine de Fo-hi et l'Inde des Rama.

Pour en mieux juger, transportons-nous par la pensée en 1887. Supposons qu'au lieu de n'avoir à sa base qu'un flot politique de gouvernés entre-choqués sur le Pouvoir central par le vent d'un suffrage universel, politique, non professionnel, non qualitatif, le Gouvernement français ait un triple rocher social pour appui. Supposons qu'au lieu d'absorber sous forme de fonctionnarisme toutes les forces organiques de la Nation, il laisse leur immense puissance intellectuelle, morale, expérimentale, se mettre d'une manière périodique au service direct des gouvernés, régler l'étude constante de leurs besoins, la rédaction de leurs cahiers, la balance synthétique et toujours progressive de leurs vœux.

Supposons que les États généraux soient debout ; non plus féodaux, mais démocratiques, et voyons-y le rôle du Clergé.

Tous les corps enseignants, religieux, civils et militaires seront représentés dans le premier Pouvoir social. Quel esprit de réaction européenne serait capable de faire rétrograder une pareille assemblée ? Quel esprit de révolution internationale serait assez puissant pour faire dérailler cette totalité, cette universalité, ce Catholicisme de la Religion et de la Science à tout jamais aliées ? Aucune force sectaire du monde ne pourrait entamer ce faisceau de facultés enseignantes, de lumières professionnelles dans lequel la sécurité de l'État et de la Nation commanderait que toute secte fût représentée, même le Musulmanisme de nos colonies africaines, même le Brahmanisme et le Bouddhisme de nos colonies asiatiques.

A quoi pourraient aboutir toutes ces représentations qui, dans ce Pouvoir commun des gouvernés, n'auraient à s'occuper que des questions d'enseignement, si ce n'est au plus grand Concordat social qui se soit jamais vu !

Mais j'entends d'ici l'objection des ultramontains et j'y réponds. Dans une pareille assemblée, il ne peut s'agir d'imposer des croyances, mais de lier à la paix tous les Corps enseignants sur le seul terrain professionnel. Or, ce que les ultramontains y perdraient en esprit de domination politique, et en illusion de ce chef, ils le retrouveraient comme Catholiques et comme Chrétiens en droit commun, en crédit national et international, par l'esprit évangélique de la conciliation et de la médiation sociales. Les archevêques et les évêques siégeant sous la présidence de leur primat dans une si auguste assemblée, lui donneraient toute sa solennité, toute son autorité vraie par leur pouvoir sacerdotal de bénédiction et de consécration. L'Esprit français totalement représenté de cette manière redeviendrait du même coup la colonne de lumière la plus colossale, la plus éclatante que la civilisation et l'Humanité de tous les siècles aient jamais eue pour les guider. Et dans cette illumination, vainqueur du césarisme de Constantin, le Souverain Pontificat lui-même dépouillerait de toute doctrine étrangère sa propre majesté qui, apparaissant pour la première fois, rendrait à qui de droit l'hommage du Règne, de la Puissance et de la Gloire, pour la Paix universelle du Monde.

Je viens encore de mentionner les trois Pouvoirs contenus dans l'Oraison dominicale.

On trouve ce verset final dans le texte hébreu de l'Évangile selon saint Matthieu, chapitre VI, verset 13, et voici ce texte :

: 13, ומתא ו

כי לן הממלכה והגבורה והחפאדה לעולמים אמן :

Sens littéral « *Car à Toi appartiennent l'Autorité universelle, le Pouvoir et la Gloire de la Production dans la totalité des temps sans bornes. Amen !* »

Les mots typiques de ce verset sont : חפאזה סלכה גבורה, Règne ou Autorité cyclique, Puissance ou Pouvoir pur, Gloire ou Économie universelle, Production glorifiée.

Les racines sont מ-לך, suprême Fonction ; בו, Loi créatrice ; trim, ת-דב Fructification ou Production universelle.

Les renversements des racines donnent : כ-לם, Perfection suprême ; דב, Maîtrise gouvernementale : ת-דכ, universelle Prospérité.

Ce verset si important a été retranché de la plupart des traductions par un motif de sage prudence, vu l'époque. Cette prudence était sage, car les Empereurs ioniens et païens eussent reconnu dans ces paroles sacrées tout le programme social dorien, toute la Synarchie et par conséquent la contre-partie de leur Loi d'État, celle d'Aristote, qui avait alors en leur personne les honneurs de l'apothéose et de la divinité. Ce même verset dominical est en effet la condamnation du Gouvernement personnel, sous quelque forme que ce soit. C'est au contraire la restitution de l'Ordre social tout entier à ses Principes universels de Gouvernement. De plus, il est à rapprocher des versets 8 et 9 du chapitre x de la Genèse de Moïse, commentés page 295 de la *Mission des Juifs*, et roulant sur l'anarchie gouvernementale, universelle, caractérisée sous le nom de Nimérod. En cela comme en bien d'autres choses le texte hébreu n'a pas moins d'importance en ce qui regarde le second Testament qu'en ce qui concerne le premier, non seulement à cause des Mystères scientifiques exprimés dans cette langue de vingt-deux lettres conforme à ce que dit l'Évangile de saint Jean, mais aussi parce que c'est la langue sacrée de Notre Sauveur et des Apôtres, et enfin la souche textuelle de nos diverses traductions.

La Synarchie est non-seulement dans le dernier verset que je viens de citer d'après le texte hébreu de saint Matthieu, mais même dans les trois premiers versets de toutes les traductions.

Les voici en effet dans n'importe laquelle, celle de Lemaistre de Sacy par exemple : Saint Matthieu, chapitre vi, verset 9, 10, 11 :

9. *Vous priez donc ainsi : Notre Père qui êtes dans les Cieux, que Votre Nom soit sanctifié !*

Je me permets de renvoyer encore le lecteur à la *Mission des Juifs* (page 38), où il verra la portée ésotérique de ce verset qui a trait à l'Autorité de l'enseignement universel, à la quadruple

hiérarchie des sciences et à leur synthèse figurée dans le schéma ou nom divin, יהוה.

10. *Que Votre Règne arrive, que Votre Volonté soit encore faite sur la Terre comme au Ciel !*

Il n'est pas difficile de reconnaître que ce second verset a trait à la justice et à la justesse du Pouvoir gouvernemental proprement dit, dans son universalité.

11. *Donnez-nous aujourd'hui notre pain qui est au-dessus de toute substance !*

Il est également aisé de voir que ce verset a trait à l'Économie et à la juste répartition de ses biens ainsi qu'à leur production normale universelle.

Ainsi, dans Son Testament direct qui est l'Oraison dominicale, le Sauveur a uni la science sociale à la science religieuse, et Il a énoncé deux fois la Loi synarchique, d'une manière tellement évidente et tellement profonde en même temps, que l'étude de Sa Prière et de Sa Promesse suffirait à éclairer pendant des siècles la représentation des trois Pouvoirs sociaux qu'il mentionne.

C'est sur cet invincible terrain que la foi du centurion et que celle des disciples doivent s'unir et s'entendre pour la paix de ce pays, pour celle de l'Europe et de l'Humanité comme pour la Glorification sociale de Jésus-Christ.

